

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 5 septembre 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur J. BERTOUILLE, vice-président
madame N. SOUGNE et messieurs C. CHERUY,
J. LURQUIN et G. MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur C. VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs M. BOES, P. MEEUS et L. VAN BUYTEN,
membres effectifs

Membre germanophone:

monsieur W. WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

27.113/I/P
TVS/RV

Par lettre du 16 mars 1996, le ministre de l'Emploi et du Travail a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux du ministère de l'Emploi et du Travail.

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1er, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L. a examiné ces propositions en ses séances des 29 août et 5 septembre 1996 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

*

*

Le cadre organique du ministère de l'Emploi et du Travail a été fixé par arrêté royal du 21 mars 1995.

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées sur le projet soumis, conformément à l'article 54 des L.L.C.

Le ministre propose de répartir les 562 emplois des services centraux comme suit.

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre F.	Cadre N.	Cadre bilingue	
				F	N
1	36	14	14	4	4
2	47	20	19	4	4
3	41	19	22	-	-
4	73	34	39	-	-
5	45	21	24	-	-
6	126	61	65	-	-
7	137	65	72	-	-
8	57	27	30	-	-

Dans ces chiffres sont compris les 21 emplois constituant le cadre organique du service de la sécurité technique des installations nucléaires (appelé à devenir un parastatal), ainsi qu'un emploi du niveau 3 (degré 7) qui est mis en extinction. Toutefois, il ne ressort pas des données communiquées à quel cadre (N. ou F.) ce dernier emploi est attribué.

*

* *

Avis de la C.P.C.L.

1. Quant aux emplois de direction (degrés 1 et 2 de la hiérarchie)

La répartition des emplois de direction est en déséquilibre au 2ème degré où le cadre unilingue français compte 20 emplois contre 19 pour le cadre unilingue néerlandais. Cette répartition n'est pas conforme aux dispositions de l'article 43, §3, des L.L.C. selon lequel les emplois à partir du grade de

directeur et au-dessus (rangs 13 à 17) sont répartis en nombre égal entre le cadre français et le cadre néerlandais, faute de quoi le personnel se trouverait dans l'insécurité juridique.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif au sujet de la répartition proposée pour le 2ème degré de la hiérarchie (20 emplois F. - 19 emplois N.).

Le cadre bilingue comporte 20% du nombre global des emplois. Le nombre proposé de 16 emplois bilingues est conforme aux dispositions de l'article 43, § 3, des L.L.C.

2. Quant aux emplois des degrés 3 à 8

De l'analyse des données chiffrées communiquées par le ministre, complétées et corrigées par lettres des 30 mai et 2 septembre 1996, il ressort une répartition du volume de travail selon le rapport 52,70% N.- 47,30% F., soit 243 emplois N. et 218 emplois F.

La C.P.C.L. rejoint ainsi la proposition du ministre non sans avoir procédé, toutefois, à certaines corrections se rapportant aux services repris ci-après.

1. Service des relations collectives de travail

Les proportions réelles y sont de 52,68% N.- 47,32% F au lieu de 54% N.- 46% F.

2. Services administratifs généraux

Pour l'Economat, et conformément à la jurisprudence constante de la C.P.C.L., le volume de travail doit être réparti en fonction du volume de travail global des autres services (52,70% N.- 47,30% F.) et non selon le rapport 50% N.- 50% F.

Pour la Comptabilité, se produit un léger glissement au bénéfice du volume de travail français (0,029%).

3. Administration de la réglementation et des relations du travail

Les proportions réelles y sont de 46,37% N.- 53,63% F au lieu de 50% N.- 50% F.

Après correction, le volume de travail global est à 52,70% N. - 47,30% F., soit 243 emplois N. - 218 emplois F.

La C.P.C.L. émet donc un avis favorable au sujet de la proposition ministérielle.

3. Observations de la C.P.C.L.

1. La parité qui existe actuellement au 1er degré de la hiérarchie ne subsistera que jusqu'au moment du transfert à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (en projet) des emplois du service de la sécurité technique des installations nucléaires (dont 1 emploi appartient au cadre linguistique N.). Inversement, le déséquilibre du 2ème degré sera alors restauré.

2. L'emploi de niveau 3 (degré 7) qui a été mis en extinction par l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal du 21 mars 1995 fixant le cadre organique du personnel du ministère de l'Emploi et du Travail, doit être attribué au cadre linguistique soit français, soit néerlandais.
3. Finalement, la C.P.C.L. attire l'attention sur les dispositions de l'arrêté royal du 3 juin 1996 lequel suspend une série de dispositions de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ (Mammouth II), ainsi que sur la nécessité d'introduire, pour le 1er juin 1997 au plus tard, une nouvelle proposition de cadres linguistiques basée sur un cadre organique intégrant la nouvelle structure des niveaux 1 et 2+.

Le présent avis est notifié au ministre de l'Emploi et du Travail qui est invité, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C., à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique la suite qui lui sera réservée.

Fait à Bruxelles, le 5 septembre 1996

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS